



Olymel a besoin de se faire dire : **"C'EST ASSEZ !"**

Par le **Comité exécutif central du PCQ**

"Si Olymel ne veut rien savoir, alors pourquoi Québec ne pourrait pas tout simplement reprendre le contrôle de l'usine de Vallée Jonction pour en assurer la production ?"

De fait, la question se pose. Le syndicat des travailleurs de l'usine, affilié à la CSN, se donne encore quelques semaines pour faire pression sur le principal actionnaire d'Olymel, à savoir la Coopérative Fédérée, et renverser la décision de fermer. Tout cela survient après que les travailleurs et travailleuses aient rejeté à 97% l'offre soit disant finale d'Olymel. Si les démarches du syndicat ne marchent, il nous semble à nous que ce serait au gouvernement d'intervenir pour s'assurer que l'usine reste ouverte. Quitte à ce que Québec s'adjoigne des partenaires pour se faire, y compris du côté des fonds d'investissement des syndicats.

Olymel a pour sa part déjà annoncé que la fermeture de Vallée Jonction se fera le 25 mai prochain.

Olymel a besoin de se faire dire : **"C'est assez !"**

Une image qui ne cadre pas avec la réalité



Olymel n'est pas la pauvre compagnie qui aimerait bien garder son usine ouverte, mais qui n'aurait tout simplement pas d'autre choix que de fermer à cause de l'égoïsme de ses travailleurs et travailleuses. Cela, c'est l'image qu'Olymel aimerait bien transmettre, grâce entre autre à Lucien Bouchard, celui-là même qui disait il n'y a pas si longtemps que les travailleurs québécois sont paresseux, et qui est finalement venu à la rescousse de cette "pauvre" compagnie.

Gageons évidemment que ce coup de pouce n'était pas gratuit, lui ...

Olymel, c'est un géant de l'agro-alimentaire. Cette compagnie contrôlait jusqu'à présent 70% de toute l'industrie porcine au Québec et est le NO 1 dans ce secteur au Canada. Au total, c'est plus de 2 milliards de dollars de chiffres d'affaires par année. Avec la volaille, l'industrie porcine est son joyau. On aura beau dire que la concurrence étrangère prend de plus en plus de place sur les étagères de viande porcine mais il y a quand même des limites. Qui croira, du reste, que le gros du porc mangé au Québec viendrait de ... Chine. Allez dans votre supermarché et vous verrez les étiquettes d'Olymel un peu partout. La vérité, c'est que cette industrie est très largement subventionnée et protégée et qu'Olymel n'a pas vraiment à se plaindre.

L'idée comme quoi Olymel serait obligée de fermer à cause de la concurrence domestique est tout autant farfelue. Comme si la concurrence à l'intérieur même de la compagnie (n'oublions pas qu'Olymel contrôle jusqu'à 70% de l'industrie porcine au Québec) pouvait représenter une véritable menace pour Olymel. Tout cela ne tient pas debout. S'il est vrai qu'Olymel peut se servir d'une telle situation pour essayer de faire pression sur tel ou tel groupe de travailleurs, ce n'est quand même pas Olymel qui pourrait tuer Olymel. A moins bien sûr de penser qu'Olymel pourrait être, elle-même, son pire ennemi. Olymel est d'ores et déjà dans une position de quasi-monopole que bien des compagnies aimeraient avoir...

L'argument des salaires, qui seraient "trop hauts", sert selon nous à masquer autre chose. En 2005, Olymel avait déjà annoncé la fermeture de plusieurs usines, toutes situées également au Québec. Et elle voudrait encore en fermer deux de plus (en surplus de celle de Vallée Jonction), soient celles de Saint Valérien de Milton et de Saint Simon.

Supposément que les salaires à Vallée Jonction seraient plus élevés que n'importe où ailleurs. Alors pourquoi Olymel avait-elle déjà annoncé la fermeture de plusieurs autres usines, avant celle de Vallée Jonction, et pourquoi veut-elle en fermer encore deux autres, en plus ? Il doit y avoir d'autre chose qu'Olymel ne nous dit pas. Ne serait-elle pas en train de tranquillement désertier le Québec ?...

Une mini révolution

En disant NON de manière quasi unanime au chantage d'Olymel, les travailleurs et les travailleuses de Vallée Jonction démontrent un courage hors du commun. Leur geste constitue une sorte de **mini révolution** dans le monde du travail où, trop souvent, les gens finissent par accepter toutes sortes de concessions exigées par leur employeur, de peur de perdre leur emplois.

C'est d'autant plus vrai que Vallée Jonction est située dans une région du Québec, la Beauce, qui n'était pas reconnue jusqu'ici pour être un château fort du syndicalisme et des mouvements de gauche. Ces travailleurs et ces travailleuses risquent en même temps gros gros de part les bons salaires qu'ils avaient.

Le geste de ces travailleurs et de ces travailleuses pourrait bien faire des vagues ailleurs. Nous l'espérons.

Entre temps, à Saint-Simon, Olymel a aussi des problèmes puisque le syndicat là-bas a déjà obtenu de la Cour supérieure une décision interdisant à l'employeur de fermer son usine. Ce syndicat est également affilié à la CSN. Malgré l'ordre de la cour, Olymel prétend qu'elle ira quand même de l'avant avec la fermeture de Saint-Simon et de Saint Valérien. Elle aurait en effet trouvé un trou juridique pour se faire. Tout cela est donc à suivre.

Le plus absurde dans tout cela

Le plus absurde dans tout ce dossier -- et qui confirme en même temps la justesse du geste posé par les travailleurs et les travailleuses de Vallée Jonction -- réside dans l'annonce faite par l'UPA comme quoi les producteurs québécois de porc pourraient bien être obligés ... d'envoyer leur production vers les États-Unis ou d'autres provinces du Canada, si Olymel s'évertue à fermer son usine de Vallée Jonction, ainsi que les autres.

Vallée Jonction est le plus gros abattoir de porc au Québec. C'est au moins 30 000 porcs qui y sont abattus, à chaque semaine. Plus de 1 000 personnes y oeuvrent. Qui plus est, il y a présentement, et ce depuis le mois d'octobre dernier, un conflit de travail à l'abattoir A. Trahan de Yamachiche, ce qui réduit d'autant les capacités d'abattage au Québec.

La déclaration de l'UPA pourrait bien être le morceau de casse-tête qui nous manquait pour vraiment comprendre ce qui est en fait en train de se passer. Se pourrait-il en effet qu'Olymel verrait elle-même d'un bon oeil que cette production soit effectivement réorientée vers l'extérieur du Québec pour des raisons non encore avouées et que toute cette histoire de salaires ne serait en fait qu'un prétexte ?...

Olymel aurait-elle d'autres plans ?...

Au moment de l'annonce du projet de fermer l'abattoir de Saint-Simon, la rumeur courrait alors que la compagnie pourrait chercher à transférer une partie de sa production vers l'Ouest canadien. Depuis, ce projet aurait été abandonné mais peut-être Olymel a-t-elle d'autres projets en tête ... Peut-être a-t-elle déjà conclu des ententes stratégiques avec d'autres joueurs d'importance, oeuvrant dans le même secteur. De récentes informations font état du fait qu'Olymel chercherait actuellement à diversifier ses sources d'approvisionnement en porc et qu'elle lorgnerait entre autres du côté de l'Ontario.

Peut-être faisons-nous face à un cas classique où une compagnie utiliserait sa position de quasi-monopole pour magouiller. Quitte à ce que des populations complètes soient laissées en plan. On est bien sûr en pleine spéculation. Le problème, c'est qu'on ne sait finalement que très peu de choses quant à la situation réelle, prévalant à Vallée Jonction, ainsi que dans les autres usines menacées de fermetures.

Chose certaine, s'il devait s'avérer que les producteurs québécois de porc soient obligés d'exporter en masse leur production des suites de la fermeture des abattoirs d'Olymel, ce serait un autre scandale d'une ampleur majeure.

On ne peut que rester très sceptique face aux commentaires de Lucien Bouchard comme quoi l'entreprise ne comprend toujours pas pourquoi les travailleurs et les travailleuses auraient rejeté par une si forte majorité leur offre, jugée finale. Les patrons d'Olymel seraient-il à ce point déconnectés de la réalité qu'ils n'avaient aucune idée de ce que pensaient leurs travailleurs ? On a peine à y croire et tout cela nous porte plutôt à penser qu'il y aurait dans ce dossier beaucoup plus de choses non encore dites que ce qu'on voudrait nous faire croire.

Le scandale

Pendant des années, Québec a encouragé le développement sur une large échelle de l'industrie porcine, sans égard aux impacts environnementaux que cela pouvait avoir. Cela a commencé sous le PQ pour se poursuivre encore plus sous les libéraux.

Au début des années 2000, un moratoire sur le développement de nouvelles porcheries fut mis en place par le PQ, suite à un tollé de protestations provenant des révélations faites à propos de ce que tout cela pouvait causer comme torts à l'environnement. Qu'à cela ne tienne, en 2005, Jean Charest faisait marche arrière et mettait fin au moratoire (en passant, Olymel ne peut prétexter ce fameux moratoire pour expliquer ses fermetures puisqu'il est maintenant levé).

En conséquence de quoi, cette industrie peut continuer à polluer sans réel égard à notre environnement. Et en bons porteurs d'eau que nous sommes, on ne s'arrangera même plus pour transformer ici cette viande. On l'exporterait plutôt vers les États-Unis, ou ailleurs, et ce sont eux qui pourront s'en charger. Quitte à nous la retourner ensuite, via leurs propres exportations. À eux les emplois, et à nous de rester pris avec les problèmes de pollution. Et à Olymel le maintien de ses profits. Un maudit "bon deal". Ce ne serait pas du reste le premier "deal" du genre qu'on se ferait imposer.

Et entre temps, aussi bien le fédéral que le provincial disent qu'au pire des scénarios, ils tenteront d'aider les producteurs de porcs à s'adapter à la nouvelle situation.

Mais est-ce vraiment ce que nous voudrions qu'il arrive ? Telle est au fond la vraie question à se poser. Et non de savoir si les travailleurs québécois gagneraient trop (en plus de ne pas travailler assez). Tout cela soulève en même temps tout le dossier du démembrement graduel de secteurs entiers de notre économie, sans que nos politiciens à Québec ne semblent s'en inquiéter.

Un dossier éminemment politique

Tout comme pour le dossier de la Goodyear à Valleyfield, le dossier d'Olymel est hautement politique et tous les candidats et candidates aux prochaines élections

devraient être confrontés devant un certain nombre questions tout à la fois simples mais aussi fondamentales : qu'est-ce que votre parti entend faire pour mettre fin au démembrement graduel de notre économie ? Que ferait-il pour garder l'usine de Vallée Jonction ouverte, s'il était porté ou reporté au pouvoir ?

La bataille pour sauver l'usine de Vallée Jonction, ainsi que les autres usines du groupe Olymel, doit devenir politique. C'est en même temps le temps de rappeler à tous nos politiciens à Québec que nos lois en matière de protection contre les fermetures d'usine sont archaïques et qu'elles devraient être renforcées. Il est tout à fait inconcevable qu'une compagnie multimilliardaire puisse fermer une usine comme celle de Vallée Jonction sans qu'on puisse même avoir de chiffres sur l'état réel des revenus et dépenses provenant de celle-ci et alors même où les producteurs de porcs disent qu'il n'y a plus assez de d'usines pour traiter leur production et que cela en prendrait en fait plus. Tel est pourtant le cas.

On dit que la Coopérative fédérée possède de nombreux "amis" dans le monde de la politique. Tant mieux; cela devrait faciliter une solution politique.

Et s'il faut pour corriger tout cela qu'on doive reprendre le contrôle de toutes ces usines qu'on est en train de fermer, alors qu'on le fasse. L'intérêt de collectivité devrait toujours l'emporter sur le profit des compagnies. Les gens doivent passer avant le profit ! En votant à 97% contre l'offre finale de la compagnie, les travailleurs et les travailleuses de Vallée Jonction nous disent la même chose.

En reprenant en main l'usine, cela nous donnerait un meilleur contrôle sur ce secteur de notre économie et cela nous fournirait en même temps un outil de plus dans notre combat pour mieux protéger notre environnement. Donc : une pierre deux coups.

1er février 2007